



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue du Général de Gaulle  
43000 Le Puy en Velay

Le Puy en Velay, le 10/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BROYAGES INDUSTRIELS VACHER**

Z.A. Le Pré du Mié  
43270 Allègre

Références : UID4243-DSSP-025-454

Code AIOT : 0005602102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement BROYAGES INDUSTRIELS VACHER implanté Route de Chateauneuf 43270 Allègre. Cette visite a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une réunion de travail en vue de rédiger un arrêté préfectoral formalisant l'exploitation du site BIV route de Chateauneuf. Ce site avait notamment fait l'objet d'un incendie en août 2023.

Pour mémoire, le site BIV route de Chateauneuf à Allègre ne dispose pas d'arrêté préfectoral d'autorisation du fait qu'il a acquis celle-ci par le bénéfice de l'antériorité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BROYAGES INDUSTRIELS VACHER
- Route de Chateauneuf 43270 Allègre
- Code AIOT : 0005602102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site BIV route de Chateauneuf réceptionne, stocke et broie des matières plastiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Un important travail de reconstruction a été réalisé par la société BIV.

L'exploitant dispose d'un système informatique moderne par « Qr Code » pour suivre les flux de matières plastiques et connaître en temps réel les quantités de matières stockées.

L'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour réaliser les premières campagnes d'analyses des

eaux de ruissellement afin de rechercher la présence éventuelle de PFAS.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Projet d'Arrêté d'exploitation du site BIV-route de Chateauneuf	Autre du 05/12/2025	Sans objet
2	Analyses PFAS	AP de Mise en Demeure du 13/06/2025, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra ses éventuelles observations sous 15 jours sur le projet d'arrêté en annexe du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Projet d'Arrêté d'exploitation du site BIV-route de Chateauneuf**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 05/12/2025
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Arrêté d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un projet d'arrêté préfectoral (AP) a été transmis par la Préfecture de la Haute-Loire à la société BIV le 30 octobre 2025. La visite a permis d'échanger sur ce projet en présence du SDIS 43 et d'intégrer les remarques formulées par l'exploitant dans son courriel du 13 novembre 2025.  Par courrier du 18 novembre 2025, la mairie d'Allègre a informé Mme la Secrétaire générale qu'elle n'avait aucune observation à formuler sur le projet d'AP et qu'elle prenait acte de la création de la réserve incendie dans un rayon de 400 m autour du site.
<b>Constats :</b>  Le projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport a fait l'objet d'échanges avec l'exploitant et les services de secours, d'abord sur site puis en salle de réunion. Il intègre notamment les propositions de rédaction discutées lors de ces échanges.  Par ailleurs, les éléments suivants, constatés lors de la visite, ont été pris en compte dans la rédaction du projet d'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'absence d'utilisation d'eau dans le procédé mis en œuvre par la société BIV ;</li><li>• l'usage non essentiel de la zone de stockage attenante au garage municipal (absence de stockage</li></ul>

<p>le jour de la visite) ; en cas de stockage, l'exploitant s'engage à créer un mur coupe-feu conformément aux prescriptions de l'étude Amarisk;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nécessité de créer une réserve d'eau incendie dans un rayon de 400 m autour du site, en tenant compte des contraintes liées à son cofinancement avec la commune d'Allègre ;</li> <li>• la réalisation d'analyses sonores et leur transmission prochaine à la DREAL ; il est par ailleurs rappelé qu'aucune plainte récente relative au bruit n'a été enregistrée concernant le site de la route de Châteauneuf,</li> <li>• la présence de murs et portes coupe feu visant à limiter la propagation d'un incendie. Au cours des échanges, il a été rappelé à l'exploitant l'importance de disposer de documents/attestations permettant de justifier du degré de résistance au feu des différentes parois en regard des hypothèses retenues dans les modélisations des flux thermiques (a en particulier été évoqué le cas de la paroi extérieure au niveau de la face Est pour laquelle des poteaux métalliques sont présents dans la structure du mur maçonné).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Faire part à l'administration sous 15 jours des éventuelles propositions de modifications de prescriptions restantes le cas échéant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Analyses PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 13/06/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>BROYAGES INDUSTRIELS VACHER est mis en demeure, pour son site situé sur la commune d'Allègre, de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS cités dans l'arrêté) pour les 3 campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des 3 prélèvements</li> <li>• les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.</li> <li>• dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses seront déclarés dans GIDAF.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé une première campagne d'analyses en septembre 2025. Le rapport a été édité le 13 novembre 2025 et saisi dans l'application Gidaf le 2 décembre 2025.</p> <p>Les analyses ont porté sur 28 composés perfluorés et l'AOF. Les résultats montrent des concentrations mesurées inférieures à la limite de quantification pour les composés perfluorés, l'AOF a été quantifié à 3,5 µg/L.</p>

L'exploitant a indiqué que le prélèvement pour le mois d'octobre a été réalisé, il est en attente de réception des résultats.

La 3eme campagne d'analyses sera réalisé dès que possible en fonction de la pluviométrie.

**Compte tenu des dispositions prises par l'exploitant, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Loire de considérer que, pour le moment, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sont satisfaites et ne pas engager les suites administratives prévues par l'article L 171-7 du code de l'environnement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** Dès lors que des paramètres sont quantifiés, l'exploitant veillera à évaluer le débit de rejet des effluents (Si besoin, des calculs mathématiques pourront être soumis pour avis à l'inspection en considérant la pluviométrie moyenne et la surface imperméabilisée raccordée au point de rejet)

**Type de suites proposées :** Sans suite